

ARRÊTÉ n° 2025-DCAT-BEPE- 169

du **13 MAI 2025**

mettant en demeure la société SEPE de Fresnes-en-Saulnois de respecter certaines prescriptions pour ses installations sur le territoire de la commune de Fresnes-en-Saulnois

**Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle
chargé de l'administration de l'État dans le département**

- Vu** le code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 16 janvier 2023 portant nomination de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** le décret du 9 avril 2025 nommant M. Laurent Touvet, préfet du Pas-de-Calais et sa prise de fonction à compter du 28 avril 2025 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** la décision préfectorale du 25 juillet 2012 prenant acte de l'antériorité autorisant la société d'exploitation du parc éolien – SEPE de Fresnes-en-Saulnois à exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire de la commune de Fresnes-en-Saulnois ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 11 avril 2025 relatif à la visite d'inspection du 30 janvier 2025 ;
- Vu** le courriel du 14 avril 2025 de transmission du rapport de l'inspection des installations classées à la société d'exploitation du parc éolien – SEPE de Fresnes-en-Saulnois ;
- Vu** les observations formulées par la société d'exploitation du parc éolien – SEPE de Fresnes-en-Saulnois par courrier du 29 avril 2025 ;

Considérant que la société d'exploitation du parc éolien – SEPE de Fresnes-en-Saulnois est tenue de respecter les dispositions des articles 18-I et 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé, respectivement relatifs au contrôle des brides de fixation et à l'élimination des déchets ;

Considérant que la société d'exploitation du parc éolien – SEPE de Fresnes-en-Saulnois est tenue de respecter les dispositions des articles 25-II et 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé, respectivement relatifs la compatibilité des produits stockés et à la mise à jour de l'état des produits stockés ;

Considérant que lors de l'inspection réalisée le 30 janvier 2025, il a été constaté que :

- certaines brides de fixation sont corrodées, et que l'exploitant ne pouvait pas justifier de la conformité des contrôles réalisés ;
- l'exploitant ne pouvait pas justifier que les déchets dangereux produits par ses installations sont éliminés dans des filières dûment autorisées ;
- les produits stockés ne sont pas tous identifiés ;
- l'exploitant ne disposait pas des fiches de sécurité des produits stockés ;

Considérant par conséquent que certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié ne sont pas respectées ;

Considérant par conséquent que certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié ne sont pas respectées ;

Considérant que ces non-conformités sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose que : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture, de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société SEPE de Fresnes-en-Saulnois est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse, **dans un délai de 3 mois** :

- les prescriptions de l'article 18-I de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié qui lui impose de procéder au contrôle périodique des brides de fixation de ses éoliennes ;
- les prescriptions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatifs aux conditions d'élimination des déchets produits sur le site ;
- les prescriptions de l'article 25-II et 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 qui lui impose de tenir à jour l'état des matières stockées, de disposer des fiches de sécurité des produits stockés, et de mettre en place les mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques ;

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SEPE de Fresnes-en-Saulnois et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Sarrebourg – Château-Salins et au maire de Fresnes-en-Saulnois.

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'État
dans le département,



Richard Smith

Délais et voies de recours

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

